

• **Nouvelles délégations** : ELCS étend son réseau d'élus sur le territoire et recherche des délégués susceptibles de relayer son action à l'échelle des régions et des départements. Deux nouvelles déléguées ont ainsi été nommées récemment. Camille BOUILLOUD-ALLAIRE, conseillère municipale de Caen, aura désormais la charge de la délégation du Calvados. Pour la région Alsace, c'est la conseillère municipale de Strasbourg Kineret WEIL qui assurera dorénavant le relais entre les élus, les associations et le siège parisien d'ELCS.

• **Notre président Jean-Luc ROMERO** a été élu, début janvier, « Homme politique de l'année », par les lecteurs du magazine VSD, devançant largement Bernadette CHIRAC, Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, François HOLLANDE et Arlette LAGUILLER. Ce « CD d'Or » couronne ainsi une nouvelle année dédiée au combat contre l'intolérance et les tabous, mais également en faveur de la

reconnaissance politique d'une véritable égalité des droits.

• **Le vice-président d'ELCS Jean-Marc BORELLO**, déjà président de l'UNALS et délégué national des Associations SOS, remplace depuis le début de l'année Emmanuel HIRSCH à la présidence d'ARCAT Sida. Il devient ainsi un acteur toujours plus incontournable de la lutte contre le Sida en France.



Jean-Marc BORELLO

• **Un nouveau défi pour ELCS** : lors des Etats généraux du 24 novembre 2001 à l'Hôtel de Ville de Paris, Bertrand DELANOË, président de l'Association Internationale des Maires

Francophones au titre de sa fonction de Maire de Paris, a proposé à ELCS de jouer auprès de lui un rôle de consultant, dans le cadre des accords de coopération décentralisée de la Ville de Paris avec ses partenaires francophones situés notamment en Afrique subsaharienne. Au-delà des partenariats économiques ou culturels, la Ville de Paris entend ainsi développer, en matière de prévention-sida ou de soins, une véritable coopération avec des villes d'Afrique particulièrement désarmées face à la pandémie. A suivre ...

• Le 14 février dernier, lors de son assemblée générale extraordinaire et de son conseil d'administration, le CRIPS Ile-de-France a voté l'admission d'ELCS au titre de membre associé. Pourvu d'une voix délibérative dans ces instances, c'est Philippe LOHÉAC, trésorier d'ELCS, qui y représentera désormais notre association, à l'instar du président Jean-Luc ROMERO, vice-président du CRIPS Ile-de-France.

EDITORIAL DU PRESIDENT

Elections 2002 : redonnons un nouvel élan à la lutte contre le sida !

Le 24 novembre dernier, l'Hôtel de Ville de Paris accueillait, autour de ce thème, les Sixièmes Etats généraux d'ELCS. L'année qui s'ouvre portera deux échéances électorales déterminantes pour les cinq années à venir. Parce qu'à ELCS nous nous battons pour faire de la lutte contre le sida un combat politique, au sens le plus noble du terme, parce que nous refusons l'indifférence des élus pour cette question qui concerne chacun de nos concitoyens, nous avons choisi de placer cette édition dans la perspective de ces élections. Pour que notre lutte, celle des associations de terrain, soit reconnue comme un véritable enjeu pour celles et ceux qui s'apprentent à se présenter aux suffrages des français.

La lutte contre le sida n'a pas été déclarée cause nationale depuis 1987, alors que Michèle BARZACH était Ministre de la Santé. Quinze années et des milliers de morts plus tard, il nous semble impératif que cela soit à nouveau le cas pour l'une des années de la prochaine législature. Réaffirmons avec force que le sida, qui depuis trop longtemps n'est plus une priorité des pouvoirs publics, reste une pathologie obstinément mortelle. Que les formidables avancées de la recherche ne sauraient en rien se substituer à une politique volontariste de prévention, faisant au contraire émerger de nouveaux enjeux, de nouveaux besoins liés à cette amélioration considérable de la santé des malades. De la mort pour seul horizon, les malades ont désormais la possibilité de se réinventer



un avenir social, professionnel, affectif ... il est du devoir des élus de contribuer à faire vivre cet espoir.

Le retour à l'emploi en est l'un des éléments majeurs, et il est à cet égard inacceptable que le secteur public se soustraie impunément à l'obligation qui lui est faite de compter parmi ses salariés 6% de travailleurs handicapés, ce taux plafonnant depuis des années à moins de 4%. Un protocole interministériel a été défini pour pallier cette anomalie : nous devons exiger sa mise en œuvre rapide et son extension aux collectivités locales.

De la même façon, le futur gouvernement devra poursuivre la mise en place et le déploiement territorial des mesures de réduction des risques

auprès des usagers de drogue, qui constituent une politique efficace, mais dont les bénéfices évidents sont pourtant fragiles, susceptibles de s'effondrer du jour au lendemain si le soutien et le courage politique venaient à lui manquer.

L'accessibilité du matériel stérile d'injection en est un élément-clé, puisqu'il a permis de faire chuter le taux de prévalence VIH chez les injecteurs de 40 à 19% en un peu plus de 10 ans, et qu'il a même eu des effets positifs en matière de lutte contre l'insécurité ; nous savons pertinemment que la moindre augmentation du prix de vente de ce matériel a une incidence immédiate et, on s'en doute, dramatique sur les ventes. C'est pourquoi nous avons soutenu, avec l'association Apothicom, la vente des Stéribox® au prix modique d'un euro, qui devrait prendre effet très prochainement avec le soutien de la DGS.

Dans quelques mois, nos concitoyens éliront les femmes et les hommes qui décideront de l'avenir de notre pays : exigeons d'eux, chacun à notre niveau, qu'ils prennent des engagements clairs en matière de lutte contre le sida, pour que nous n'ayons plus à déplorer de nouvelle hausse du nombre des contaminations, pour qu'à la souffrance d'être malade ne s'ajoutent pas le sentiment d'exclusion et l'indifférence.

Jean-Luc ROMERO
Président d'ELCS,
Conseiller régional d'Ile-de-France
Vice-président
du CRIPS Ile-de-France

LE CALENDRIER DU PRESIDENT

- **Vendredi 18 janvier 2002** : Journée départementale d'ELCS à Caen (14).
- **Jeudi 21 février 2002** : Réunion de préparation au Conseil régional d'Ile-de-France concernant les Solidays.
- **Vendredi 22 février 2002** : Journée départementale d'ELCS à Orléans (45).
- **Lundi 25 février 2002** : Visite du Kiosque Info Sida (75).
- **Vendredi 1^{er} mars 2002** : Journée départementale d'ELCS à Mulhouse (68).
- **Vendredi 8 mars 2002** : Inauguration d'un distributeur de préservatifs féminins organisée par Aides Fédération Nationale à la Gare de Lyon (75).
- **Vendredi 22 mars 2002** : Journée départementale d'ELCS à Toulouse (31).
- **Lundi 8 avril 2002** : Sortie des actes

- des 6^{èmes} Etats généraux au Cyber-CRIPS (75).
- **Vendredi 12 avril 2002** : Journée départementale d'ELCS à Bastia (2B).
- **Vendredi 19 avril 2002 et samedi 20 avril 2002** : Journée départementale d'ELCS à Aix-en-Provence puis participation à la « Semaine culturelle gaie et lesbienne et de prévention du sida » à l'initiative de AIDES Provence (13).
- **Vendredi 10 mai 2002** : Journée départementale d'ELCS à Nîmes et Alès (30).
- **Vendredi 24 mai – mardi 28 mai 2002** : Journées-sida dans le cadre des Rencontres Internationales Culture-Radio-Formation à Montréal (Québec).
- **Vendredi 31 mai 2002** : Journée départementale d'ELCS à Nancy (54).
- **Vendredi 14 juin 2002** : Journée

- départementale d'ELCS à Lyon (69) et participation à la Lesbian and Gay Pride le lendemain.
- **Vendredi 21 juin 2002** : Journée départementale d'ELCS à Rennes (35) et participation à la Lesbian and Gay Pride le lendemain.
- **Samedi 29 juin 2002** : Participation à la Lesbian and Gay Pride de Paris (75).
- **Vendredi 5 juillet 2002** : Journée départementale d'ELCS à Marseille (13) et participation à la Lesbian and Gay Pride le lendemain.
- **Samedi 6 juillet – dimanche 7 juillet 2002** : Festival des Solidays à l'Hippodrome de Longchamp (75).
- **Dimanche 7 juillet - vendredi 12 juillet 2002** : XIV^e Conférence Internationale sur le Sida à Barcelone (Espagne).

IMP.ARLYS - 01.34.53.62.69

COUPON-RÉPONSE

à adresser à ELCS - 84, rue Quincampoix, 75003 Paris - Tél. : 01 42 72 36 46 - Fax : 01 42 72 37 57 - E-mail : elcs@wanadoo.fr

NOM : PRENOM :
 ADRESSE : VILLE :
 MANDAT(S) :

- Souhaite adhérer à ELCS - (25 € : élus non indemnisés, 31 € : élus indemnisés, 46 € : soutien).
- Souhaite recevoir les Actes des 6^{èmes} Etats Généraux (10 € pour participation aux frais).
- S'abonne à "ELCS Infos" (46 € : individuels - 76 € : institutionnels).
- Participera à la sortie des actes le 8 avril de 18 à 20 heures au Cyber-CRIPS.

Tous règlements par chèque doivent être libellés à l'ordre d'ELCS.

SOMMAIRE

Editorial du Président.....1
 Sixièmes Etats généraux : messages et interventions2
 Sixièmes Etats généraux : table ronde.....3
 Actualités et calendrier du Président4

Directeur de la publication :
Jean-Luc ROMERO
Secrétariat de rédaction :
Laurent JACOTEY

Diffusion : 6000 exemplaires
Imp. ARLYS - 01.34.53.62.69

MOBILISATION RECORD DES ELUS POUR LES SIXIEMES ETATS GENERAUX DES ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Un succès sans précédent a couronné les Sixièmes Etats généraux d'ELCS, qui se sont tenus le samedi 24 novembre à l'Hôtel de Ville de Paris, sous la présidence de Jean-Luc ROMERO, président d'ELCS et de Bertrand DELANOË, maire de Paris.

Près de 500 personnes ont en effet répondu à l'appel et ont assisté aux différentes interventions d'élus de toutes tendances, venus faire part au public de leur préoccupation pour l'évolution de la pandémie, mais également de leur détermination à donner « un nouvel élan à la lutte contre le Sida », à quelques mois d'échéances électorales cruciales.

Parmi les personnalités présentes, les anciennes ministres Michèle BARZACH, Dominique GILLOT et Françoise HOSTALIER, la sénatrice Nicole BORVO, les députés Roselyne BACHELOT, Alain CLARY et Jean-Pierre MICHEL, le président de la Région Ile-de-France Jean-Paul HUCHON, la chanteuse SHEILA, en qualité de présidente d'honneur d'ELCS, le dessinateur PIEM, sans oublier de très nombreux responsables associatifs. Ces Sixièmes Etats généraux d'ELCS prouvent une nouvelle fois que « le Sida n'est ni de droite ni de gauche » et que la mobilisation politique doit être générale.



Bertrand DELANOË

MORCEAUX CHOISIS

• **Message de M. Jacques CHIRAC, président de la République**

« On meurt hélas toujours du sida ! [...] C'est pourquoi nous devons donner un nouvel élan à la mobilisation contre le sida. Il faut d'abord consacrer de nouveaux efforts à l'information et à la sensibilisation de la population, notamment de ceux qui sont les plus exposés aux risques de contamination. Il faut poursuivre la politique de réduction des risques, qui, depuis 1987, a démontré son efficacité, notamment auprès des populations toxicomanes. [...] Enfin, nous devons apporter des réponses aux besoins pressants qui découlent de l'amélioration des perspectives de vie des malades. Je pense à l'accès au logement mais aussi au retour à l'emploi, que ce soit dans le secteur privé ou dans la fonction publique, laquelle devrait en la matière se montrer plus accueillante aux personnes qui sont de nouveau aptes à travailler. »

• **Message de M. Christian PONCELET, président du Sénat**

« Notre pays vient de se placer, au sommet de Doha, au premier rang des Etats humanistes qui ont pesé de tout leur poids pour que l'Organisation Mondiale du Commerce fasse la démonstration que les normes commerciales ne sauraient s'opposer aux exigences de la santé publique. [...] C'est un premier pas encourageant, même si les responsables politiques auraient bien tort de considérer qu'ils tiennent là la solution miracle, car cet accord de Doha ne sera que

ce qu'en feront les Gouvernements nationaux et les organisations internationales. »

• **Message de M. Raymond FORNI, président de l'Assemblée Nationale**

« Une étape majeure vient d'être franchie avec l'examen en première lecture à l'Assemblée nationale du projet de loi relatif aux droits des malades, qui permet l'accès aux assurances et aux prêts bancaires, qui renforce le droit à l'information et à la confidentialité, qui définit l'indemnisation de l'aléa thérapeutique, et, surtout, qui reconnaît le rôle des associations de malades dans la vie de l'hôpital. Je me réjouis grandement que ce texte consacre, enfin, l'action et l'engagement indispensables des associations, qui, depuis vingt ans, sont aux premiers rangs de la lutte contre le sida. »

• **Message de M. Bernard KOUCHNER, ministre délégué à la Santé**

« Le VIH est là, toujours là, et la maladie devient une affection chronique. [...] Il n'y a pas de question plus politique que celle du respect de l'identité et de la dignité de chaque citoyen ; et c'est bien celle que nous posent la prévention et la prise en charge de l'infection à VIH, ici et là-bas. [...] Vaincre le sida, c'est comprendre et accepter la diversité des choix de comportements. C'est une démarche fondamentalement démocratique. »

• **Discours de M. Jean-Paul HUCHON, président du Conseil régional d'Ile-de-France**

« Je suis en colère. Je suis en colère de voir les pratiques sexuelles sans préservatif reprendre de plus belle. [...] Je suis en colère de voir la majorité des Français croire que les trithérapies guérissent le sida, alors que les premiers patients traités commencent à mourir. Je suis en colère de voir des enfants, des lycéens, continuer d'avoir leurs premiers rapports sans préservatif. Je suis en colère de voir encore et toujours les toxicomanes stigmatisés, et le partage des seringues continuer. Je suis en colère de voir l'industrie pharmaceutique continuer de s'opposer aux médicaments génériques. [...] Je suis en colère de voir que les conditions de détention de mon pays favorisent la propagation du sida. Je suis en colère de voir des malades du sida dans les rues, sans logement, sans protection et sans soins. »

• **Discours de M. Bertrand DELANOË, maire de Paris**

« Mairies de droite ou de gauche, petites ou grandes, ELCS nous aide à confronter nos points de vue, à apprendre les uns des autres. [...] On ne peut pas nier les progrès qui ont été faits depuis le début de cette pandémie. Malgré cela, je ne veux pas être ambigu dans mes propos quant aux risques de contamination. Oui, ces dernières années, un certain nombre de comportements se sont relâchés, et je considère que nous, responsables publics, nous avons le devoir d'être emmerdés ! Nous avons le devoir de dire que ne pas se protéger, ne pas mettre un préservatif, c'est s'exposer à la mort. »

• **Discours de Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN, députée du Maine-et-Loire, vice-présidente du Conseil régional des Pays-de-la-Loire**

« Ce rendez-vous, c'est d'abord le rendez-vous de l'amitié, mais aussi de l'efficacité, pour que notre combat soit inscrit à l'agenda des importantes échéances électorales qui nous attendent en 2002. [...] Cette inscription ne saurait prendre l'aspect ou le caractère d'une simple pétition de principe sympathique, mais cette inscription à l'agenda des candidats doit prendre en compte tous les nouveaux aspects de la maladie : nouvelles approches thérapeutiques, prise en charge sociale et médico-sociale des personnes atteintes, insertion professionnelle et culturelle, problèmes spécifiques des populations les plus exclues, personnes incarcérées, immigrés en situation irrégulière, femmes et enfants. »



Michèle BARZACH

TABLE RONDE :

« Elections 2002, un nouvel élan pour la lutte contre le sida »

présidée par Mme Dominique Gillet,

ancienne ministre, conseillère générale du Val-d'Oise, maire d'Eragny-sur-Oise

Madame Dominique GILLOT

« Même dans une commune de petite taille, [...] où j'ai pris ma responsabilité dans un contexte assez rigide, où les peurs avaient été exacerbées, développer un programme de cette nature, [...] avec des formations pour les professionnels au contact du public, la préparation de la Journée nationale du Sida en coopération avec les services de jeunesse, la mise à disposition [...] de préservatifs masculins et féminins dans les centres sociaux, la préparation de l'installation d'un Distribox® aussi à l'approche des locaux qui accueillent les jeunes... eh bien cela peut se faire sans levée de boucliers. »

M. Alain CLARY, député du Gard, conseiller municipal de Nîmes

« Pourquoi ne pas augmenter la durée du mi-temps thérapeutique en le portant déjà d'un à deux ans ? [...] Il est impératif que les élus locaux intensifient leur rôle, qu'ils agissent sans attendre, notamment dans l'aide au retour à l'emploi, dans la lutte contre les discriminations à l'embauche, dans l'accès aux formations complémentaires. »

M. Alain MOLLA, Président de la Commission nationale juridique à Aides Fédération nationale, membre du Conseil national du Sida

« La loi de 1970 (NDLR : relative à l'usage de drogue) est aujourd'hui, à notre avis, complètement invalidée et disqualifiée. [...] La dépénalisation de l'usage simple de toutes les drogues et la promotion légale de la réduction des risques sont indissociables. »

M. Jean-Marc BORELLO, président de l'UNALS, vice-président d'ELCS

« Il ne peut pas y avoir de dispositif de réduction des risques qui soit inégalitaire sur l'ensemble du territoire. Là encore, si le Président de la République est d'accord avec ce qui a été dit, si le Président de l'Assemblée et le Président du Sénat ont

fait savoir régulièrement que cette politique avait été un succès franc et massif, on se demande ce qui empêche le Ministère des Affaires sociales de disposer des crédits qui permettraient d'aller jusqu'au bout de la réduction des risques. »

Mme Françoise HOSTALIER, ancienne ministre, conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais

« On a maintenant dans nos établissements scolaires des adolescents qui ont toujours connu le sida. [...] Ils vous en parlent comme des accidents de la route, à savoir : oui, ça existe mais ça n'arrive

qu'il s'agisse du père, de la mère, de l'adolescent ou du jeune adulte, de l'enfant né ou à naître, est une terrible perturbation. [...] Heureusement, les traitements ont évolué et nous évoluons avec eux. C'est pourquoi nous nous attachons plus particulièrement à deux problèmes capitaux : premièrement l'adolescence, deuxièmement le suivi pré- et postnatal. »

Mme Dominique VERSINI, directrice du SAMU Social de Paris, conseillère régionale d'Ile-de-France

« Premièrement, pour ceux qui sont très exclus, il faut poursuivre la démarche d'aller vers eux et les convaincre d'accepter le soin et d'accepter le lien. Deuxièmement, pour ceux qui sont malades, il faut des solutions pérennes d'hébergement. Troisièmement, il faut au pire faire du portage de médicaments sur le territoire pour les grands exclus quand on ne peut pas faire autrement. [...] Pourquoi tant de gens à la rue dans une société riche comme la nôtre ? »

Madame Nicole FRYDMAN, conseillère régionale d'Ile-de-France

« La dernière enquête réalisée par l'Institut de la Veille sanitaire a montré que les femmes atteintes du virus du sida étaient en augmentation de 20 %. En Ile-de-France, le rapport hétérosexuel constitue leur principal mode de contamination. Trop souvent la survie au jour le jour pousse les femmes à la prostitution. »

M. Jean-François CHASSAGNE, président du Syndicat National des Entreprises Gaïes (SNEG)

« Comme nous pouvons le constater, la prévention s'essouffle, les médias parlent très rarement du sida, les politiques n'en font plus un enjeu électoral. On espère le contraire pour les prochaines élections. Il devient extrêmement compliqué de maintenir une vigilance. »



De gauche à droite : PIEM, le docteur Jacques LEBAS, SHEILA, Bertrand DELANOË, Jean-Luc ROMERO, Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Jean-Paul HUCHON.

qu'aux autres. [...] Il s'agit de travailler sur le comportement et sur les habitudes [...] et de réformer totalement notre système de santé scolaire. »

M. Eric DURAND, médecin-chef à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis

« Aujourd'hui, 50 % des usagers d'héroïne sont substitués à Fleury, que ce soit par la buprénorphine ou la méthadone. [...] L'accès aux préservatifs et au lubrifiant se fait au niveau du service médical. [...] Toutes ces mesures soulèvent cependant un certain nombre de paradoxes : la sexualité reste interdite en prison mais des préservatifs sont mis à disposition ; l'usage de drogues est évidemment interdit mais on distribue de l'eau de Javel. »

Mme Claire BOUGARAN, médecin et présidente de l'association « Dessine-moi un mouton »

« L'effraction du virus dans une famille,

La sortie des actes des Sixièmes Etats Généraux aura lieu le
LUNDI 8 AVRIL 2002, de 18 à 20 HEURES
au Cyber-CRIPS (Tour Maine-Montparnasse / Rez-de-chaussée)

Vous pouvez dès à présent vous inscrire et/ou commander un exemplaire restituant l'intégralité des débats, en nous retournant le coupon-réponse ci-joint ou en page 4.

Merci aux parrains d'ELCS :



GlaxoSmithKline
Partenaire dans la lutte contre le VIH



Schering-Plough MILDt